

➔ P.11 | Pas si compliqué

La PAC, pour qui,  
pour quoi ?

➔ P.12 | Rencontre avec...

Pascal Goujon et son Jardin  
des Vertueux

➔ P.14 | Un peu de recul

Eau secours !

P.6 | DOSSIER

**SE NOURRIR EN 2050,  
FAUT-IL CHANGER  
DE MODÈLE AGRICOLE ?**



# PAROLE PUBLIQUE ET DÉBAT PUBLIC

Par Jean Le Monnier

Certains ont pu s'étonner de ne pas avoir entendu Terre de Liens lors des événements médiatisés de l'été et de la rentrée 2015. Pourquoi ne pas s'être exprimé publiquement quand la crise du porc bâtait son plein ou quand se déroulait la conférence sur le climat en décembre dernier ?

Rappelons d'abord que nous n'intervenons que sur un maillon de l'organisation de l'agriculture, l'accès aux terres, et que d'autres structures sont mieux placées que nous pour s'exprimer sur ces sujets. Précisons ensuite que ce n'est pas parce que Terre de Liens n'a pas été entendu dans le concert médiatique que nous n'avons rien à dire ou que nous ne nous sommes pas exprimés. Si l'on regarde le quotidien du mouvement, les adhérents et les salariés s'expriment tous les jours sur le cœur de nos préoccupations : la sauvegarde et la protection du foncier agricole. Nous adressons au passage un grand coup de chapeau à tous ces militants de l'ombre qui, dans les manifestations, réunions ou colloques les plus divers vont à la rencontre des citoyens ou des élus pour leur expliquer le bien-fondé de notre action, les inviter à nous rejoindre, nous soutenir ou travailler avec nous. Il arrive aussi que ces mêmes mili-



© H. Bertou / TDL

## Rassembler un large mouvement d'opinion autour de notre objectif : sauvegarder les terres agricoles.

tants répondent aux journalistes, s'expriment à la radio et parfois même à la télévision.

Ces pratiques du quotidien sont irremplaçables et constituent le fondement de notre action mais seules, elles ne suffisent pas à ouvrir la voie aux réformes législatives. Sans cesser de

travailler avec les élus locaux, il est nécessaire que nous touchions un public plus large, que nous fassions entendre nos analyses et nos propositions sur la place publique et pourquoi pas sur la scène médiatique. Nous avons bien l'ambition de rassembler un large mouvement d'opinion autour de notre objectif : faire de la terre agricole un bien commun. Pour autant, le débat public ne s'improvise pas et Terre de Liens doit à présent se former et s'outiller pour se faire entendre du plus grand nombre et continuer à prouver sur le terrain que des solutions existent pour sauvegarder les terres agricoles. ●

CHEMINS DE TERRE N°4, JANVIER 2016 | Éditeur : Terre de Liens, association loi 1901, 10 rue Archinard, 26400 Crest. Tél : 09 70 20 31 00. [www.terredeliens.org](http://www.terredeliens.org) | Imprimeur : Les Impressions Modernes, 22 rue Marc Seguin, BP 230, 07502 Guilherand-Granges Cedex. Tél : 04 75 44 54 96 | Directeur de la publication : René Becker | Coordination du numéro : Sophie Baltus | Secrétariat de rédaction : Sophie Baltus, Valérie Vandeputte | Ont contribué à ce numéro : Sophie Baltus, Philippe Cacciabue, Sylvain Cosson, Marc Donneger, Cécile Dubart, Freddy Le Saux, Jean Le Monnier, Véronique Rioufol, Valérie Rosenwald, Valérie Vandeputte, Mélanie Veillaux | Crédits photos couverture : Patrick Thomas | Remerciements à Cécile Dubart, Patrick Thomas pour leur aide bénévole sur les photographies | Création graphique : Tiens donc ! > Nicolas Pruvost | Cartographie : Emmanuelle Bournay | Contacter la rédaction : [comiteredac@terredeliens.org](mailto:comiteredac@terredeliens.org) / 09 70 20 31 00 | Dépôt légal : janvier 2016 | ISSN 2274-4606 | Imprimé sur papier recyclé



Vous recevez Chemins de terre parce que vous êtes actionnaire, adhérent ou donateur de Terre de Liens. Si vous souhaitez ne pas en être destinataire, merci de nous le signaler : appel téléphonique (09 70 20 31 00), courriel ([mouvement@terredeliens.org](mailto:mouvement@terredeliens.org)) ou courrier (Terre de Liens, 10 rue Archinard, 26400 Crest).



## UNE PAGE BLANCHE

Continuer à bâtir Terre de Liens : il y a de la place pour tout le monde !  
© Terre de Liens

# SOMMAIRE

### **P. 4** Nouvelles du mouvement

### **P. 6** Le dossier

> Se nourrir en 2050, faut-il changer de modèle agricole ?

### **P. 9** Chroniques fermières

> Ferme de la Brigue (Alpes-Maritime)  
> Ferme de l'Île d'Yeu (Vendée)

### **P. 10** Ils & elles bénévoles

> Éric John: « être utile là où je suis »  
> Françoise Vervaeet,  
libre et per-sé-vé-rante !

### **P. 11** Pas si compliqué

> La PAC, pour qui, pour quoi ?

### **P. 12** Rencontre avec...

> Paco les pouces verts

### **P. 14** Un peu de recul ?

> Histoire, chronique et ressources



## RÉFORME TERRITORIALE

## SE COORDONNER POUR SE FAIRE ENTENDRE

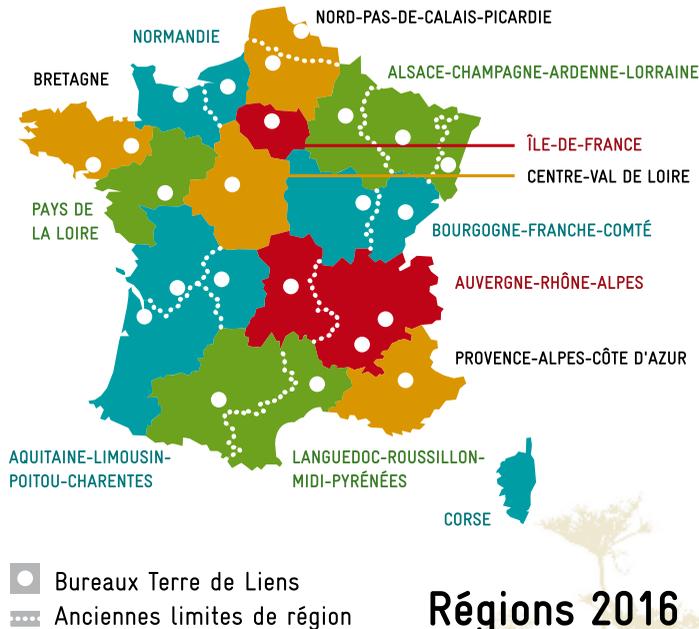
13

C'est le nombre de nouvelles régions suite à la réforme de 2015.

**D**epuis 2012, 19 associations territoriales mettent en œuvre le projet de Terre de Liens sur l'ensemble de la France continentale. À deux exceptions près, Bourgogne Franche-Comté et Normandie, leurs territoires étaient calqués sur ceux des 22 régions. Suite à la réforme territoriale de 2015, l'architecture régionale de la France change et sept anciennes régions

sont fusionnées. Plusieurs associations coexistent donc désormais sur cinq d'entre elles (cf. carte). La loi prévoit que les nouveaux conseils régionaux qui viennent d'être élus ont six ans pour unifier les politiques mises en œuvre sur leur territoire. Si cette reconfiguration ne rend pas immédiatement indispensable une fusion des associations territoriales concernées, elle oblige l'ensemble des structures du mouvement (associations régionales, nationale, Fondation et Foncière) à bien se coordonner pour parler d'une même voix auprès des nouveaux élus. En effet, au-delà des changements de couleur politique que les récentes élections entraînent, plusieurs associations auront le même interlocuteur politique.

Les nouvelles compétences des conseils régionaux en font des partenaires incontournables de l'action de Terre de Liens : aménagement du territoire (les schémas d'aménagements qui ont un poids sur le foncier agricole), environnement (la gestion et protection de l'eau et de la biodiversité), formation professionnelle (les filières de formation et d'accompagnement des agriculteurs). Les services opérationnels gardent plus ou moins la même configuration mais ont des missions renforcées pour couvrir ces nouvelles compétences. Il faudra donc adapter le fonctionnement, les relations et les stratégies au cas par cas. Pour comprendre comment tirer le meilleur parti de cette nouvelle donne, le mouvement assure une veille informative et organise des temps de formation et d'échanges au cours du premier semestre. ●



© Emmanuelle Bourmay

En bref!



## → TERRE DE LIENS AU SALON DE L'AGRICULTURE

Du 27 février au 6 mars prochain, Terre de Liens sera présent au salon international de l'agriculture à Paris. Cette année, le thème à l'honneur est « Agriculture et alimentation citoyennes », un angle dont peut profiter le mouvement pour expliquer son action et pour inviter les fermiers, installés sur les terres achetées grâce aux soutiens citoyens, à présenter leurs produits. C'est la première fois que Terre de Liens met les pieds dans ce monument médiatique de l'agriculture française pour toucher un nouveau public et saisir les opportunités de plaidoyer qui s'y présentent. Si vous souhaitez participer à la tenue du stand, n'hésitez pas à vous faire connaître auprès de Gwendoline : [g.de-barros@terredeliens.org](mailto:g.de-barros@terredeliens.org).

## Fondation 2015, une année de consolidation

Pour sa seconde année d'exercice, la Fondation Terre de Liens présente un résultat positif de 300 000 euros. Cet excédent s'explique par une gestion volontairement prudente. Encore jeune, la Fondation doit poser des bases solides pour pouvoir croître sereinement.

C'est pourquoi peu de dépenses ont été engagées sur de nouvelles fermes. Par ailleurs, la collecte de fonds a encore progressé, passant de 700 000 à un million d'euros, augmentation en partie due aux dons d'actions par les actionnaires de la Foncière. L'année 2016 verra démarrer la mise en œuvre du projet stratégique de la Fondation avec un plus grand nombre d'acquisitions, un rapprochement opérationnel avec la Foncière dans l'acquisition et la gestion des fermes et la poursuite du soutien à la sensibilisation citoyenne menée par les associations Terre de Liens. Pour ce dernier axe, l'accent sera porté sur le travail auprès des collectivités.

# 700 000

visiteurs se rendent  
chaque année au  
salon international  
de l'agriculture

# 30%

des personnes  
accueillies par  
Terre de Liens  
sont ensuite  
accompagnées  
dans leur  
parcours  
d'installation

## UNE AUTRE FACETTE

### LE « PRIMO-ACCUEIL »



© Sylvain Cossion

Identifiées par le public non-spécialiste comme une porte d'entrée sur les questions d'installation agricole, les associations territoriales Terre de Liens accueillent chaque année près de 1500 personnes ayant un projet agricole plus ou moins abouti et cherchant à s'installer. Ceci s'explique en partie par la notoriété grandissante du mouvement mais aussi parce que les structures d'accueil institutionnelles (points d'infos installation portés par les chambres d'agriculture et le syndicat professionnel des Jeunes Agriculteurs) sont parfois peu outillées pour répondre aux projets en agriculture biologique, aux porteurs de projets hors cadre familial ou non issus du milieu agricole, aux projets collectifs ou hors du commun.

Elles renvoient ainsi vers un réseau de structures d'accompagnement dont fait partie Terre de Liens. Le « primo-accueil » consiste alors à recevoir ces personnes, les écouter, caractériser leur besoin et les réorienter vers les organisations d'appui adéquates (définition du projet, montage financier, caractérisation agronomique, stratégie commerciale, formation professionnelle...). Dans ce parcours, le rôle spécifique de Terre de Liens est de conseiller et d'accompagner les personnes sur la recherche de terres. Cet accompagnement aboutit parfois à l'achat d'une terre par la Foncière ou la Fondation mais cette solution n'est pas systématique.

L'activité de primo-accueil, présente sur tout le territoire, est diversement appropriée selon les régions en fonction du nombre de demandes reçues et de l'existence d'un réseau de partenaires travaillant sur les questions d'installation et de transmission : Associations pour le développement de l'emploi agricole et rural, Groupements d'agriculteurs biologiques, Associations de formation collective à la gestion, Associations de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales, Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, Réseau national des espaces-test agricoles... ●

# Se nourrir en 2050, faut-il changer de modèle agricole ?

**Dans les grandes surfaces, le spectacle des rayons qui regorgent de produits alimentaires laisse penser que nous sommes dans une société d'abondance. Mais en sera-t-il toujours ainsi ? En 2050 notre système agricole pourra-t-il nourrir la population française ? Les multiples interrogations sur l'épuisement des ressources naturelles concernent également l'agriculture et les pratiques alimentaires. Pour tenter d'y répondre, Solagro, laboratoire associatif, travaille depuis 2011 sur « Afterres 2050 », un scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France. // par Philippe Pointerou et Jean Le Monnier**

**A**u sortir de la dernière guerre, la France n'était pas capable de nourrir sa population et c'est au prix d'un effort considérable de modernisation que les agriculteurs, en collaboration avec les pouvoirs publics et la recherche agronomique, sont parvenus à inverser la tendance. Mais cette indéniable réussite a maintenant atteint ses limites et les méfaits du progrès sont sous nos yeux.

## Les limites du modèle actuel

En France, 80 % des surfaces agricoles sont consacrés à nourrir le bétail. Pour obtenir des rendements élevés en viande et en lait, cette agriculture utilise des engrais chimiques et des pesticides qui dégradent notre environnement. Ainsi, par exemple, 400 captages d'eau potable contaminés par les pesticides et les nitrates doivent être abandonnés chaque année. Pour la dépollution, les collectivités dépensent 1,7 milliard d'euros par an. Côté santé publique, l'agriculture intensive est un des rouages d'un système agro-alimentaire producteur d'aliments pauvres en nutriments. On parle de calories vides. Corrélé à des pratiques alimentaires se dégradant en malbouffe, ce système contribue à l'augmentation de l'obésité dans notre société. Quant à la profession d'agriculteur, elle est de plus en plus touchée par des maladies

# 80%

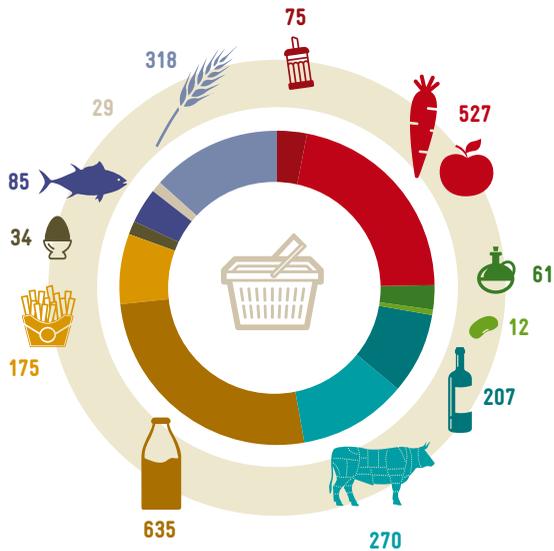
des surfaces agricoles sont consacrées à nourrir le bétail.

dues à l'exposition aux pesticides. De son côté le foncier agricole ne cesse de diminuer au rythme de 90 000 hectares par an. Dans le même temps, 17 000 fermes disparaissent, leurs terres sont détruites par l'urbanisation ou sont absorbées par l'agrandissement des exploitations existantes. Ces dernières, toujours plus grandes, sont de plus en plus difficiles à transmettre. Enfin, du point de vue agronomique, les rendements ont atteint leur maximum dans années 2000, il n'y a donc plus aujourd'hui de gain de production à espérer. Considérant les besoins alimentaires de la population française qui va gagner 200 000 habitants par an d'ici 2050, le laboratoire Solagro (lire l'encadré page 8) estime que si rien ne change l'impasse sera totale. Ces chercheurs se sont interrogés pour savoir ce que devrait produire l'agriculture en 2050 et comment. Ils ont étayés leurs travaux sur des études publiées dans les domaines de l'environnement, de la nutrition, de l'économie, de l'agronomie, du climat, de l'énergie, du social, de l'emploi... Toutes les contraintes connues à ce jour ont été prises en compte. Le résultat de ce travail est un scénario prospectif : Afterres 2050. Que propose-t-il ?

## Revoir nos pratiques alimentaires

Guidé par des nutritionnistes, le scénario propose d'abord une révolution du régime alimentaire.

## > Consommation moyenne journalière d'une personne (en grammes)



Assiette moyenne des Français en 2010  
en grammes de produits bruts



Assiette «Afferres 2050»

La consommation de fruits et légumes augmente de 527 grammes par jour à 645 grammes par jour alors que la consommation de lait diminue de 635 grammes à 332 grammes.

Les assiettes devront être moins garnies afin d'être plus proches de nos besoins nutritionnels. En forte augmentation, les fruits, fruits à coque, légumes, légumineuses (légumes secs), oléagineux et les protéines végétales pourront couvrir les deux tiers des apports protéiques, contre un tiers aujourd'hui. La consommation de viande, de lait et de fromage pourra alors être diminuée, rejoignant en cela les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé qui signale au passage que les Français sont en surconsommation de calcium laitier. Il faudra également supprimer quatre morceaux de sucre sur les vingt qui sont consommés quotidiennement. Enfin Solagro rappelle que le gaspillage alimentaire doit en tout cas être réduit au minimum.

### Des techniques respectueuses des sols

Pour que l'agriculture réponde de manière satisfaisante à sa vocation nourricière, Solagro propose un modèle agronomique axé sur la reconquête de la fertilité des sols et qui réunit ce qui se fait de mieux aujourd'hui : développement massif de l'agriculture biologique et généralisation de la production intégrée, technique qui privilégie les mécanismes naturels de lutte contre les insectes ravageurs. Le recours à la chimie n'est envisagé qu'en cas d'extrême nécessité. La part de l'agro-

- Sucre
- Fruits et légumes
- Huiles
- Légumineuses et fruits à coque
- Boissons alcooliques
- Viandes et abats
- Lait
- Pomme de terre
- Deufs
- Poissons et crustacés
- Autres
- Céréales

foresterie (qui combine arbres et cultures) et des cultures associées (qui ont lieu en même temps pour optimiser l'espace) augmentent. Les techniques de travail du sol comme le non-labour sont préférées. Dans le scénario idéal de Solagro, la combinaison de ces systèmes couvrirait 90 % de la surface agricole en 2050 alors qu'elle n'en représente que 5 % actuellement. L'agriculture conventionnelle serait quant à elle ramenée à 10 %. Si un tel scénario se réalisait, la consommation d'énergie, les besoins en eau d'irrigation et les émissions de gaz à effet de serre diminueraient considérablement. La dimension commerciale est également abordée : arrêt des importations de soja OGM, exportations prioritaires vers les pays de la Méditerranée déficitaires en céréales destinées à la consommation humaine. Avec de tels choix, à quoi donc ressembleraient les fermes en 2050 ?

### Adapter et diversifier les cultures

Sylvain Doublet, agronome à Solagro, répond à cette question dans une interview donnée au site d'information Reporterre<sup>1</sup> : « Aujourd'hui, on part d'une situation d'hyperspécialisation des territoires et des fermes. Donc le scénario les a diversifiés pour les rendre plus robustes du point de vue agronomique et climatique. On va introduire des pois, des pois-chiches, des lentilles, de la luzerne dans les



rotations, on prévoit un développement de l'agroforesterie, il y aura des arbres dans les champs. Du côté de l'élevage, on abaisse le nombre de bovins pour une production de lait diminuée de moitié. Mais attention, cela ne veut pas dire qu'on divise par deux le nombre d'éleveurs ! Afterres prévoit une plus grande autonomie de l'alimentation du troupeau en augmentant la durée de pâturage et en redéveloppant les races mixtes. La ferme produira moins de lait mais de meilleure qualité. Elle compensera en produisant des céréales, de l'énergie avec une plus grande valeur ajoutée. On sera moins productif par vache (lait produit avec de l'herbe et non du maïs/soja), mais pas par hectare. Concernant les produc-

milliards d'euros  
**1,7 PAR AN**  
montant  
dépensé par  
les collectivités  
pour la  
dépollution.

tions de poulets et de porcs, on supprime tout ce qui est intensif. On en a moins et ceux qui restent prennent en compte le respect du bien-être animal.»

### Le pouvoir de l'action individuelle

S'il est important que les pratiques évoluent chez les agriculteurs et que les politiques agricoles prennent au sérieux l'impasse qui est la nôtre pour promouvoir et soutenir un autre modèle agricole, le scénario rappelle que les consommateurs ont un rôle primordial à jouer. Le sentiment d'impuissance à faire bouger la politique agricole commune européenne, la législation française ou les syndicats professionnels dominants peut laisser place à la prise de conscience que le consommateur détermine la demande des produits alimentaires par son propre comportement. Il en va de même pour les collectivités qui, pour répondre à la demande de leurs administrés, peuvent organiser l'approvisionnement des cantines avec des produits bio ou d'origine locale. Si la demande évolue, les agriculteurs devront modifier leurs pratiques et par effet boule de neige, les filières agricoles ainsi que la distribution devront aussi s'adapter. ●

Sources : Nous remercions Solagro et Philippe Pointerau pour leur apport scientifique.

<sup>1</sup> Extrait d'une interview publiée par Reporterre : [www.reporterre.net/L-agriculture-de-demain-selon-Afterres-biologique-prospere-locale-et-totalement](http://www.reporterre.net/L-agriculture-de-demain-selon-Afterres-biologique-prospere-locale-et-totalement)

## ÉCLAIRAGE

Solagro contribue aux réflexions et innovations pour la transition écologique en France et en Europe et s'investit sur les dossiers environnementaux et climatiques de l'agriculture. L'originalité de sa démarche est l'utilisation d'un cocktail d'expertises, de travaux prospectifs et d'accompagnement de porteurs de projets qui lui permet de « garder les pieds sur terre ». Pour des raisons d'éthique et d'indépendance, les 27 personnes de l'équipe travaillent en association et rendent compte de leurs travaux devant des citoyens et non devant des actionnaires.

➤ Pour lire le scénario : [www.solagro.org](http://www.solagro.org)

## LA BRIGUE, ALPES-MARITIMES

## PEU DE SURFACE... BEAUCOUP DE CRÉATIVITÉ !

## La parole à Anne Giraud, fermière

**C'**était un choix réfléchi, nous avons bien conscience de ce qui nous attendait en nous installant sur une petite surface et nous ne sommes pas déçus ! Notre activité est essentiellement centrée sur les petits fruits rouges, avec un peu de maraîchage et quelques poules pondeuses. Comme pour tout projet de création d'entreprise, nous devons être créatifs. Nos problématiques agricoles sont très semblables à celles de l'artisanat, notamment sur la façon dont un projet personnel devient un projet professionnel. Nous avons toujours quelque chose à apprendre, à chaque problème, il faut trouver une solution, et en agriculture, c'est infini ! Le manque de surfaces pour permettre une bonne rotation des terres en est un exemple : normalement, on plante deux fois au même endroit et ensuite, on laisse la terre au repos. Cette année, pour les fraises, on va produire une troisième année sur la même surface. Et là,

> La ferme de La Brigue, dans les Alpes-Maritimes, comprend 1 ha de terrasses sur 8 niveaux.



© Coline Fabre / TDL PACA

on croise les doigts : il y aura peut-être moins de rendement, mais le calibrage des fruits devrait rester le même. Il faut prendre le risque sinon on n'avance pas ! Aujourd'hui, on va devoir s'organiser au mieux, trouver un équilibre entre temps de travail et temps libre, vivre pour soi et pour la ferme, maintenir la clientèle, renouveler nos produits, bref, trouver une routine tout en restant créatifs ! ●

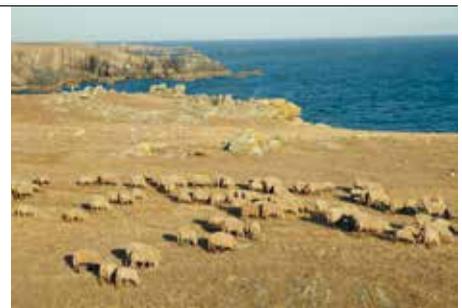
## ILE D'YEU, VENDÉE

## HAUTE QUALITÉ INSULAIRE

## La parole à Émilie Sage, fermière

**D**u fait de l'insularité, nous sommes isolés et tout coûte plus cher. Le foncier est dix fois plus élevé que sur le continent. Les investissements de base sont forcément plombants. Mais nous avons des avantages certains, notamment l'obtention de produits de très haute qualité. Le niveau d'ensoleillement pour les fruits rouges est ici exceptionnel ! Cette haute qualité nous permet de bien vendre nos produits. La viande est proposée au marché d'Yeu mais aussi dans des épiceries et restaurants de Paris et Toulouse. Nous avons également décidé de valoriser la laine de nos moutons jusqu'au produit fini. Certes, le coût de transformation est très élevé mais nous privilégions une production française, limitée et de qualité. Le défi, c'est de faire fonctionner ça, tous les jours. Moutons, viandes et laine de mouton, aromatiques, fruits rouges, production et transformation en labo des confitures, gelées, sirops, tisanes, sorbets et accueil à la ferme qui est aussi lieu de

> La ferme d'Émilie est située sur l'île d'Yeu en Vendée. Elle couvre 0,5 ha.



© Emilie Sage

vente... Les retours des clients sur nos produits sont bons, donc ça tient quand même ! Aujourd'hui, nous aimerions financer la construction d'un hangar pour ne plus souffrir à chaque tempête. Nous aimerions aussi prendre du recul, améliorer ou supprimer des produits et maintenir surtout cette qualité qui nous est chère. Trouver un rythme de croisière... J'ai parfois l'impression que nous sommes encore très jeunes et que nous avons déjà beaucoup d'expériences ! ●

## ÉRIC JOHN : « ÊTRE UTILE LÀ OÙ JE SUIS »

« Je me suis surpris à lever la main et senti en capacité d'apporter mon aide, en tant que trésorier de l'association Nord-Pas-de-Calais. » En plus de ses activités professionnelles dans une filiale de La Poste et de multiples autres engagements associatifs, Éric consacre en moyenne, depuis cinq ans, huit à dix heures par mois à Terre de Liens : « Je donne ce que je peux et j'aime être utile là où je suis. Et je n'ai pas de complexe si je ne peux pas donner plus. » Pragmatique, Éric apprécie cet « engagement de l'intérieur » qui répond à ses préoccupations environnementales personnelles et se nourrit essentiellement « de la satisfaction d'installer des gens qui ne se seraient jamais installés sans Terre de Liens. » Exigeant dans l'action, Éric reste lucide : « Le monde associatif, c'est l'école de la patience, on y va à la petite cuillère, mais c'est ça, ou c'est rien. » Il se réjouit donc tout particulièrement lorsqu'un projet « sur le point de se casser la figure et auquel il faut renoncer en bonne intelligence trouve une solution quasi inespérée et concrète. » Quand on interroge ce trésorier sur l'avenir de Terre de Liens en ces temps de crise, il répond qu'il se jouera sur deux axes : « le renouvellement du militantisme et l'innovation dans la recherche de financements. Des montages financiers et juridiques originaux devront se faire en partenariat avec



© É. John

les collectivités publiques certes, mais aussi avec le privé. » Que Terre de Liens se soit doté dès l'origine d'outils financiers « extrêmement pros » demeure, selon Éric, le gage d'être efficace et surtout... utile. ●

## FRANÇOISE VERVAET, LIBRE ET PER-SÉ-VÉ-RANTE !



© F. Vervaert

Françoise est tonique et ne mâche pas ses mots : « Être bénévole, c'est un vrai boulot ! » Administratrice dans l'association Terre de Liens Auvergne depuis sa création en 2010, elle se souvient de sa première réunion : « c'était du Chinois ! Il a fallu me familiariser avec le jargon agricole, très technique, et le jargon Terre de Liens, avec tous ces sigles hermétiques ! » La contrepartie, c'est la polyvalence. Devenir administratrice et référente d'une ferme implique d'être à la fois responsable d'un projet, gestionnaire, propriétaire, employeur et d'agir en tant que tels. « Parfois, c'est dur mais j'y crois ! Malgré les embûches dans un mouvement qui est en fin de compte très jeune, j'ai fait de belles rencontres. Par exemple les donations de fermes sont des

moments émouvants... ce n'est pas rien de donner son bien. » C'est le sens de l'engagement qui la porte : « Je ne suis pas une dame patronnesse qui occupe son temps libre chez Terre de Liens ! J'ai besoin que ma vie ait un sens et mon statut de bénévole me donne une grande liberté. En réunion, je reste nature, je donne mon point de vue sans timidité. » Françoise est la fille d'un agriculteur dont la ferme était petite et qui a cessé son activité quand la mécanisation est arrivée. Infirmière conseillère en santé holistique, elle a rencontré Terre de Liens par la biodynamie et s'y est engagée parce que, selon elle, tout est lié : « L'être humain dans sa globalité, ce que l'on mange, la façon dont on prend soin de la terre. Terre de Liens sauve aussi la beauté des choses ! » ●

# La PAC pour qui, pour quoi ?

« **L'objectif de la politique agricole commune (PAC) est d'établir les conditions permettant aux agriculteurs de remplir leurs différentes fonctions dans la société, la première étant de produire des denrées alimentaires.** » (Commission européenne, novembre 2014) /// par Marc Donneger

**M**ise en œuvre en 1962, cinq ans après le traité de Rome qui crée la communauté économique européenne (CEE), la PAC en est la plus visible des politiques. Son histoire suit l'évolution de l'Europe passée en 50 ans de six membres fondateurs à 28 pays et est marquée par plusieurs phases.

## Maintien des prix

Pendant 30 ans, la protection du marché agricole s'opère d'abord par une intervention de garantie des prix pour maintenir le revenu des paysans dans un contexte de concurrence internationale (les prix européens étant supérieurs aux cours mondiaux). En 1970, 70 % du budget européen est consacré à la PAC. Cette mesure s'avère efficace et permet à l'Europe d'exporter. Elle l'oblige même à stocker des excédents. Le déséquilibre entre l'offre et la demande devient tel qu'il faut instaurer des quotas (limitations de la production) comme pour le lait en 1984.

## Aides à la production

À partir de 1992, la garantie des prix laisse place à des aides directes proportionnelles à la production. Pour renforcer la limitation de la production par les quotas, la jachère d'une partie des terres devient obligatoire. Mais ces mesures régulatrices ne suffisent pas.

## Aides indexées sur la surface

C'est pourquoi, depuis 2003, le soutien aux producteurs se détache progressivement d'une indexation sur la production et glisse vers le droit à paiement unique (DPU) basé sur un savant calcul qui définit une valeur productive de l'hectare. Les aides dépendent donc de la surface d'une ferme et incitent les paysans à agrandir leurs exploitations. En 2005, des conditions environnementales commencent à être exigées et à conditionner le versement des subventions.

Aujourd'hui, les aides, réparties en deux piliers, représentent 40 % du



© Patrick Thomas

budget européen : celles directement versées aux paysans (couplées ou non à la production) et celles consacrées au développement rural et gérées par les États. La France est le premier des pays bénéficiaires des aides de la PAC. En 2013, plus de 9 milliards d'euros lui ont été versés au total. Pourtant la France compte cinq fois moins de fermes et encore moins de paysans qu'au début de la PAC. Cette évolution est due à la concentration des terres qui rend rare et chère toute transmission de ferme au départ à la retraite d'un paysan.

## L'environnement plus présent

En 2014, une réforme de la PAC a eu lieu, amorçant une nouvelle phase dans son histoire. Jusqu'en 2020, 408 milliards d'euros sont prévus dont 77 % directement pour les agriculteurs et 23 % pour le développement rural. La part des « paiements verts » augmente et 30 % de chaque programme de développement rural doit être réservé aux mesures volontaires ayant un impact bénéfique sur l'environnement et le climat. Cela suffira-t-il pour amorcer une transition écologique ? ●

<http://agriculture.gouv.fr/la-reforme-de-la-pac-en-un-coup-doeil>

[www.enviedepaysans.fr/supports\\_pedagogiques/pas-cap-dexpliquer-la-pac/](http://www.enviedepaysans.fr/supports_pedagogiques/pas-cap-dexpliquer-la-pac/)

## ÉCLAIRAGE

### Le groupe PAC 2013

25 organisations de divers horizons, dont Terre de Liens, se sont mobilisées dès mars 2008 pour travailler autour de la réforme de la PAC 2014-2020 avec des objectifs multiples comme la souveraineté alimentaire, la protection de l'environnement ou le développement rural. Pendant plusieurs années, le groupe a eu trois ambitions : favoriser le dialogue de ses membres sur l'avenir de l'agriculture, faire comprendre aux citoyens les enjeux de la PAC et faire des propositions en direction des politiques. « Compromis a minima cherche mise en œuvre ambitieuse » sera le titre du communiqué final du groupe en juin 2013.

➕ Pour aller plus loin : [www.pouruneautrepac.eu](http://www.pouruneautrepac.eu)

# Paco les pouces verts

**À première vue, Pascal Goujon, dit Paco, a l'air calme et posé mais il ne faut pas s'y fier. Il a une énergie intérieure qui bouillonne et mille idées à la minute. C'est grâce à cela et à une forte volonté qu'il a su créer le Jardin des Vertueux, un petit paradis au creux des Hortillonnages d'Amiens, où se rencontrent consommateurs de légumes, jardiniers amateurs, enfants des écoles, personnes en insertion et touristes de passage. ///** par Valérie Rosenwald

**E**nfant de la campagne normande, Pascal a cessé de participer aux travaux des champs à son arrivée en ville à l'âge de sept ans mais la passion du végétal ne l'a jamais quitté. Elle est devenue sa vocation et il l'exerce dans le Jardin des Vertueux au sein des Hortillonnages d'Amiens.

## Un jardin aux multiples facettes

Loisir et travail de la terre, culture agricole et artistique, pédagogie et insertion sociale, ce lieu ouvre les frontières entre différents domaines d'activités. Paco, aidé par Guillaume et une dizaine de bénévoles, mène de front plusieurs ateliers au fil de l'année. En cette période de fin d'automne où nous le rencontrons, on travaille à l'élagage des saules et la préparation de stocks d'osier pour les

chantiers d'hiver. L'activité augmente dès janvier avec des ateliers thématiques : taille des arbres fruitiers, préparation des sols, techniques de semis, rotation des cultures... À l'approche du printemps, c'est la préparation de l'activité de maraîchage avec le labour et la mise en culture des légumes. À partir d'avril, les enfants des classes maternelles et primaires passent une demi-journée dans le jardin avec un temps d'apprentissage sur le potager bio, le compostage, l'apiculture ou bien «l'art nature» et un temps dans l'espace de jeu aménagé avec des éléments naturels. Le mois de mai voit le pic d'activité arriver avec l'ouverture du jardin tous les week-ends pour accueillir touristes et visiteurs individuels et la fourniture de légumes pour l'Amap à partir de juin. Et en parallèle, des groupes en insertion sont accueillis tout au long de l'année.

## Un mal pour un bien

Tout cela n'est pas né en un jour ! En 1992, Paco a été recruté par l'association de sauvegarde des Hortillonnages pour s'occuper de l'entretien du site. Son contact avec les maraîchers de la zone lui a donné envie de s'y mettre et il a loué un petit bout de terrain, accessible uniquement en bateau. «*J'y ai fait mes premières armes de producteur de légumes. Quand j'y repense, j'étais plutôt ridicule mais j'apparaissais comme quelqu'un de bonne volonté, qui se bougeait. Et comme je suis curieux, que je regarde les gens qui réussissent et que je suis leurs conseils, j'ai fini par m'améliorer.*» En parallèle d'un travail alimentaire dans l'animation, Paco développe petit à petit une activité d'entretien de terrains et d'aménagement paysager. Les premières années sont florissantes mais en 2008, il subit de plein fouet la crise économique et cesse

## LA FERME

› Le Jardin des Vertueux est situé dans les Hortillonnages d'Amiens, un site de 300 hectares sillonnés par 55 km de canaux au cœur de l'agglomération, qui a vu sa population de maraîchers passer de mille à moins de dix en un siècle. Il accueille aujourd'hui principalement des jardins privés de loisirs. De 2,2 hectares au démarrage, le Jardin des Vertueux est passé à 2,8 hectares. On y produit des légumes pour une Amap. Le site accueille des activités pédagogiques (scolaires et particuliers), des touristes ainsi que des groupes en insertion.



© Le Jardin des Vertueux



© Léandre Leber - Gévuga

**On est copié de partout, c'est bien, ça maintient l'émulation.**



© Pascal Goujon

cette activité. Un mal pour un bien... C'est à ce moment que se présente l'opportunité du Jardin des Vertueux : la Mairie, qui avait préempté un terrain de deux hectares pour un projet de route finalement abandonné, propose de le vendre à Paco pour en faire une pépinière et un local technique de stockage de plantes. C'est là qu'émerge chez Pascal l'idée un peu folle de faire de cette jungle impénétrable un jardin pédagogique, de production de légumes et d'accueil du public. Paco se souvient : « La Mairie en proposait 120 000 euros, inabordable a priori. Mais en y réfléchissant, je me suis dit qu'il n'était pas impossible de réunir mille fois 120 euros et j'ai commencé à mobiliser autour de moi la famille, les amis et un cercle de plus en plus large. Jusqu'à ce qu'on me parle de Terre de Liens et qu'on aboutisse ensemble à l'achat de la parcelle par la Foncière. »

### **Relancer le maraîchage dans les Hortillonnages**

L'aménagement du jardin s'est ensuite fait petit à petit. Les entrées financières sont restées faibles tant que l'outil pédagogique n'était pas prêt. « Le modèle économique commence à se stabiliser, estime Paco. Les pre-

mières années étaient difficiles, tout était réinvesti dans l'aménagement du jardin et il était impossible de dégager un salaire. J'ai vécu chichement pendant ces années, d'amour, d'eau fraîche et de bons légumes ! » Aujourd'hui, le lieu fonctionne donc à tous points de vue mais n'est pas entré dans une phase de croisière pour autant ! Parmi tous les objectifs, le plus grand défi est de redonner vie au maraîchage dans les Hortillonnages en inven-

tant de nouvelles stratégies face à la concurrence. Depuis deux ans, des productions à haute valeur ajoutée sont expérimentées dans le jardin (asperges, safran). Elles donnent des résultats prometteurs pour l'ensemble de la zone. Pour Paco, « le Jardin ne sera jamais figé, il y a plein de micro-projets qui apparaissent petit à petit. On est copié de partout, c'est bien, ça maintient l'émulation et mes vingt prochaines années sont pleines ! » ●

## **Un autre regard...**

**Guillaume Duprèz est aujourd'hui salarié du Jardin des Vertueux en contrat d'avenir après avoir bénéficié d'un programme d'insertion sur le site.**

« Quand je suis venu au Jardin pour mon stage il y a trois ans et demi, j'avais un peu peur, mais j'ai été bien accueilli par Paco et je me suis senti tout de suite en confiance. Il est patient et explique bien les choses. Mais surtout, il en veut, il veut toujours que le jardin avance, qu'il s'étende. Ça a beaucoup changé depuis mon arrivée. Le potager s'est agrandi, on a construit une maison vivante avec des tunnels en arbres : la maison Jules Verne. Il y a aussi beaucoup plus de monde qui vient. Le Jardin est de plus en plus beau et je trouve que j'ai de la chance d'y travailler ! »

## CHRONIQUE

## « L'ENCLOSURE » COURT TOUJOURS

La chronique de Jo Litérourard, fidèle et mystérieux correspondant...

Au XVI<sup>e</sup> siècle, le mouvement des enclosures transforme les campagnes anglaises en parcelles clôturées à usage privé : c'est la naissance du capitalisme. Aujourd'hui l'enclosure continue. Davis Bollier la définit comme la conversion de ressources partagées (les "communs") en ressources sous contrôle privé, traitées comme des marchandises négociables. Mais l'opposition classique public /privé ne suffit plus ici car la puissance publique cautionne, voire encourage les "enclosures commerciales" en rétrocédant à des entreprises privées des ressources jusque-là partagées : permis d'exploiter les forêts ou les fonds marins, espace public offert aux publicitaires, brevetage du génome, fragment de musique mis sous copyright... Si un "commun" est à la fois une ressource vitale, une communauté (les commoneurs) et des règles de gestion pour gérer cette ressource, alors Terre de Liens est-il un commun s'inscrivant dans une longue histoire où, entre l'État et le Marché, s'inventent d'autres voies pour gérer des ressources communes ?

Davis Bollier, *La Renaissance des communs*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2014.



### Un film...

**Les blés d'or**  
Honorine Perino - 32 min

Rythmé par les différentes étapes de la fabrication du pain, ce documentaire filme la rencontre entre paysans, boulangers et chercheurs, animés par l'amour du bon pain. Ils nous offrent en spectacle l'art de faire du pain et reviennent sur les importantes mutations qu'a connues le blé au cours des années, devenant aujourd'hui source de problèmes d'intolérance alimentaire au gluten.

## HISTOIRE

## EAU SECOURS!

Par Sylvain Cosson



© J.-C. Tardivon

**A**u milieu des Trente Glorieuses, alors que le concept d'environnement n'existe pas encore, un constat est fait : le pays court vers une crise de l'eau. En plein essor, l'industrie et l'agriculture ont soif et rejettent des polluants dans les rivières et les nappes. En parallèle, le pays accélère son urbanisation avec une artificialisation qui bloque la fonction filtrante des sols et laisse ainsi s'écouler des eaux chargées directement vers les rivières. La précieuse ressource est menacée, tant en quantité qu'en qualité.

En 1964 la première loi sur l'eau est votée. Elle dessine un découpage géographique en sept bassins versants, des systèmes écologiques cohérents, situés à la croisée de l'eau mais aussi de la terre, du minéral, du végétal et de l'animal. Cette approche par bassin est la pierre angulaire de la politique de l'eau en France. Sur ces bassins est créé un binôme pour gérer la ressource. D'une part le comité de bassin, un « parlement de l'eau » regroupant collectivités, État et usagers définit un programme pluriannuel de gestion et de protection. D'autre part une agence financière de bassin, renommée Agence de l'eau en 1992, assure la mise en place technique et financière des actions. Si le cadre géographique et politique de la protection de l'eau est pertinent, les résultats, certes non négligeables, ne sont pas encore à la hauteur de l'enjeu. Il revient aujourd'hui aux citoyens de prendre place autour de la table pour faire contrepoids face aux lobbies. ●



# Renouveler votre soutien ?

## SOUSCRIRE DES ACTIONS

Souscrire des actions, c'est rejoindre les milliers d'actionnaires solidaires qui nous ont déjà confié leur épargne : les fonds placés pendant quelques années au capital de la Foncière permettent d'acheter des fermes pour les sortir du circuit spéculatif ou éviter leur disparition.

## FAIRE UN DON

Vos dons nous aident à assumer les frais liés aux fermes reçues et renforcent les ressources propres du mouvement pour tout son travail d'expérimentation, d'innovation et de sensibilisation.

## ADHÉRER

En adhérant à votre association régionale Terre de Liens, vous appuyez son travail, amplifiez la légitimité de ses actions et rejoignez une dynamique collective et locale.

## ICI, LE CUMUL EST ENCOURAGÉ !

Vous avez déjà souscrit, donné ou adhéré ? Terre de Liens vous propose de renouveler votre geste. Vous pouvez aussi choisir de prolonger votre soutien en cumulant les casquettes d'actionnaire, de donateur et d'adhérent, et renforcer ainsi le fondement citoyen de nos actions.

Maraîchage biologique, paysans boulangers, productions laitières et fromagères, apiculture, arboriculture, plantes aromatiques... **ces projets ont besoin de terre !**  
**Et...** pour préserver ces fermes paysannes de proximité,  
**Terre de Liens a besoin de vous.**

### RENOUVELER OU RENFORCER MON SOUTIEN À TERRE DE LIENS

Toutes les infos au 09 70 20 31 09 (prix d'un appel local) ou par e-mail à [mouvement@terredeliens.org](mailto:mouvement@terredeliens.org)

**Je veux des infos pour souscrire des actions solidaires** de la Foncière Terre de Liens (1 action = 103 euros) et recevoir le bulletin de souscription d'actions (pour connaître les réductions d'impôts liées à ces souscriptions, rendez-vous sur [www.terredeliens.org](http://www.terredeliens.org))

**Je fais un don déductible de mes impôts** à la Fondation Terre de Liens (66 % de réduction d'impôt, 75 % de réduction pour les contribuables ISF) - Par chèque à l'ordre de la Fondation Terre de Liens

**J'adhère à l'association** Terre de Liens dans ma région, pour l'année civile en cours : 20 euros ou adhésion de soutien (montant libre) - Par chèque à l'ordre de Terre de Liens

#### Je souhaite avoir plus d'info sur

- L'épargne solidaire  les legs et donations  
 le don régulier par prélèvement automatique

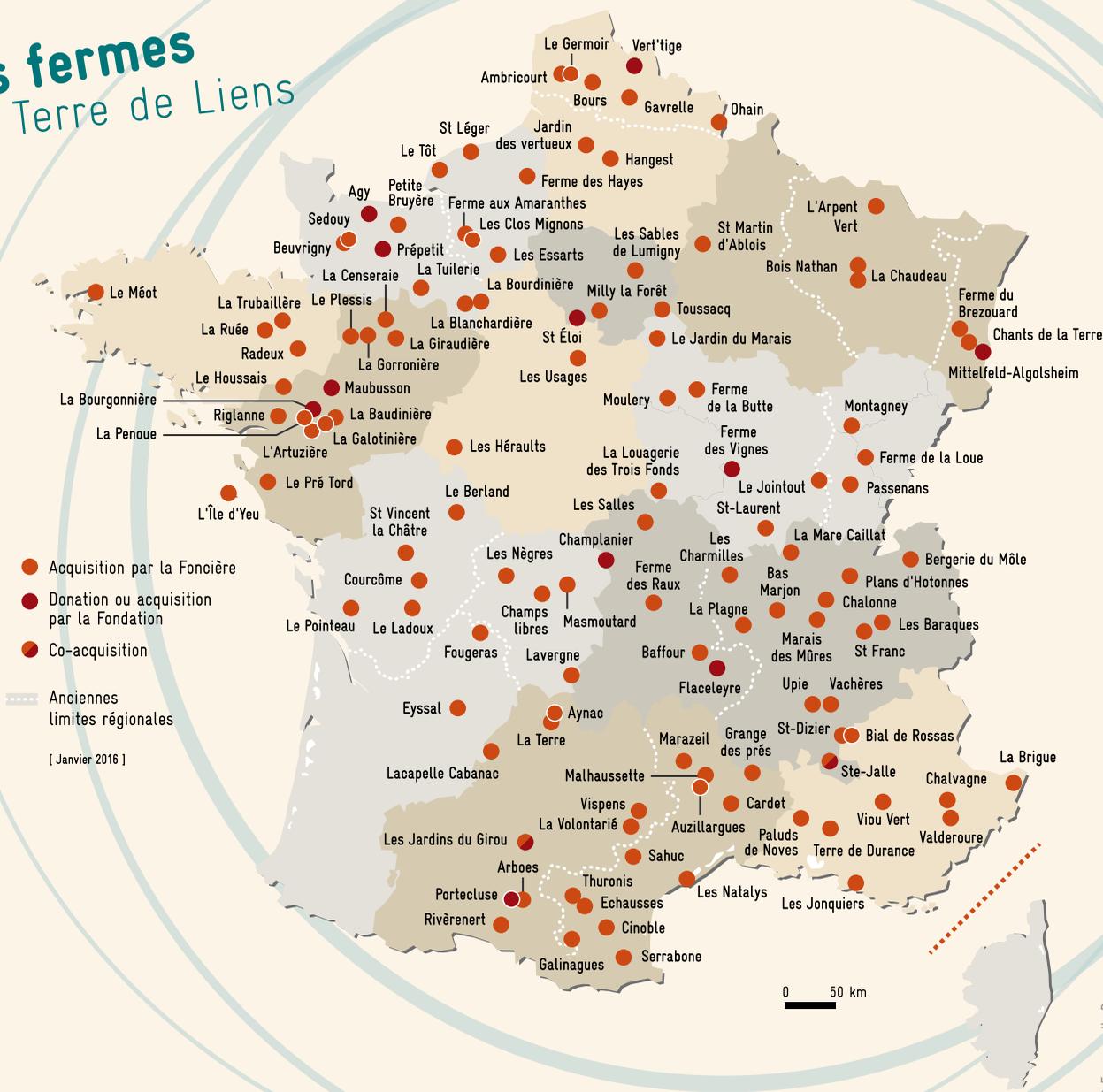
M  / Mme  Nom   
  
Prénom   
Adresse   
  
Code postal  Ville   
Tél.  E-mail

#### Merci de renvoyer ce coupon à :

Terre de Liens | 10 rue Archinard | 26400 Crest

Les informations recueillies feront l'objet d'un traitement automatisé destiné à vous communiquer votre reçu fiscal ainsi que les informations utiles sur l'actualité du mouvement. Seules pourront être destinataires de ces données les structures du mouvement Terre de Liens. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, telle que modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de modification aux informations qui vous concernent, et d'un droit d'opposition, pour des motifs légitimes, au traitement de vos données. Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant à Terre de Liens.

# Les fermes Terre de Liens



© Emmanuelle Bourmay

> **Connaître** l'association mobilisée dans votre région

> **Consulter** ou **déposer** des annonces

**WWW.TERREDELIENS.ORG**

> **Découvrir** les fermes

> **Suivre** les actus

> **Repérer** des événements près de chez vous